

SUISSE

La solidité financière est préservée

CREDIT SUISSE. Faiblesses dans la banque d'investissement (coûts, obligations) et l'asset management. Marché suisse dynamique.

PIOTR KACZOR
ZURICH

La dotation en capital plutôt solide de Credit Suisse Group (fonds propres de base ou Tier 1 pratiquement inchangés de 16,3%) en regard des principaux concurrents constitue un motif de confiance non usurpé pour son CEO depuis trois ans: Brady Dougan. Ce dernier n'a pas manqué de présenter, à la presse jeudi à Zurich, les résultats du deuxième trimestre comme une vigoureuse validation du modèle mis en place de banque (d'investissement) orientée clientèle et efficiente en termes de capital. Au vu du rendement de près de 18% des fonds propres et d'un bénéfice net de 1,6 milliard de francs enregistré par le groupe durant cette période. En recul de 22% sur le très bon trimestre précédent et en légère hausse de 1% sur le deuxième trimestre 2009.

Des chiffres qui se sont d'ailleurs révélés supérieurs aux attentes du marché mais qui s'expliquent par plusieurs facteurs non récurrents, positifs (crédit fiscal de 522 millions de francs) et négatifs, attendus (taxe sur les bonus en Grande-Bretagne de 447 millions de francs) ou non (provisions pour litiges de 216 millions). Sans parler de l'accroissement de valeur plus important que prévu (922 millions de francs) sur la dette propre du groupe. D'où l'impact final peu

CS GROUP PAR MÉTIERS AU DEUXIÈME TRIMESTRE 2010

En millions de francs	Private Banking*	Investment Management	Asset Management	CS Group
Produits nets	2991 (+3%)	4099 (-21%)	502 (-20%)	8420 (-6%)
Charges d'exploitation	2114 (+6%)	3298 (-6%)	480 (+3%)	6594 (+9%)
Bénéfice avant impôts	874 (-2%)	784 (-56%)	22 (-87%)	1806 (-38%)

Entre parenthèses: variation sur le très bon 1er trimestre 2010
*Private Banking = Wealth Management Clients (gestion privée internationale) + Corporate & Institutional Clients (retail banking en Suisse).
CS Group

convainquant pour les marchés de la performance opérationnelle de Credit Suisse dans ses trois métiers lors du trimestre écoulé.

Comme pour nombre de grandes banques américaines, ces résultats ont été affectés par la chute des revenus dans la banque d'investissement, induite par des possibilités de négoce moins favorables face aux incertitudes sur la dette souveraine et les marchés. Mais avec un recul des revenus de 21% sur le trimestre précédent, l'investissement banking de Credit Suisse s'est révélé plus résilient que la plupart de ses concurrents (-31% pour Goldman Sachs, -38% pour Bank of America). Grâce à la performance supérieure à la moyenne des activités de négoce sur actions ainsi que des affaires d'émissions et de conseils, où des parts de marchés substantielles ont pu être gagnées. Les activités de négoce sur les titres à revenus fixes ont en revanche essuyé une chute des revenus (-44%) supérieure à la moyenne, compte tenu de l'exposition accrue

de CS Group aux incertitudes qui ont pesé sur les dettes européennes. D'où au final un bénéfice net trimestriel en recul de 56% à 784 millions de francs dans la banque d'investissement. Après un très bon trimestre précédent mais moins flamboyant que celui des chefs de file américains du secteur, ce que Brady Dougan avait expliqué par le profil moins risqué du groupe. Analyste chez Sarasin, Daniel Bischof estime néanmoins que l'avance prise dans la mise en place d'un modèle d'affaires résolument orienté clientèle reste un avantage acquis pour CS Group, par rapport aux concurrents américains qui, comme Goldman Sachs, sont amenés par la réglementation à réduire le poids stratégique du négoce en compte propre. Reste que l'analyste de la banque bâloise se montre encore plus séduit par le modèle de diversification des affaires de JP Morgan Chase qui a présenté des résultats très convaincants la semaine dernière. Morgan Stanley est aussi perçue comme une ban-

que présentant des perspectives favorables sur le long terme, même si celles-ci risquent d'être affectées par les dernières réformes financières, tout comme Goldman Sachs. La banque Sarasin est donc positive sur les titres de Credit Suisse, UBS et JP Morgan.

En six mois, Credit Suisse Group a donc attiré 40,5 milliards de francs net d'argent de la clientèle, dont plus de 32 milliards dans la division Private Banking. L'afflux net s'est monté à 13,8 milliards dans la division au cours du deuxième trimestre, sur 14,5 milliards pour l'ensemble du groupe. D'où l'afflux net décevant de la division Asset Management, de 1,3 milliard seulement, essentiellement dans les placements alternatifs. Face à un déclin de 20% des revenus en trois mois, l'accroissement des charges d'exploitation de 3% induit par celui des rémunérations a eu pour effet de faire chuter de 87% le mince bénéfice avant impôts, à 22 millions, de la division Asset Management.

Au-delà de la maîtrise insuffisante des coûts dans l'investissement banking et dans le Private Banking qui ressort de ces résultats trimestriels, l'unité «Corporate & Institutional Clients» (rattachée à la division Private Banking mais centrée sur la clientèle entreprises et institutionnelle en Suisse) a favorablement impressionné par un bénéfice avant impôts de 241 millions de francs, en hausse de 12% sur le trimestre précédent. A la faveur d'une progression des revenus de 9% mais aussi de dissolutions nettes de provisions pour pertes sur crédits. Les affaires de l'unité se sont signalées par un fort dynamisme en termes de parts de marché auprès de la clientèle institutionnelle, ainsi que par un afflux net de fonds positif de 1,9 milliard. Le titre CS Group a perdu 1% à 43,8 francs jeudi. Mais l'assise financière du groupe et la confiance affichée face à l'évolution des réglementations lui confèrent une position favorable pour faire valoir les atouts de sa stratégie intégrée. ■

L'UNITÉ CENTRÉE SUR LA CLIENTÈLE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELLE EN SUISSE A VU SON BÉNÉFICE TRIMESTRIEL PROGRESSER DE 12%.

Nouveau CD de données volées proposé à l'Allemagne

Plusieurs centaines de fraudeurs du fisc auraient caché environ 500 millions d'euros dans les coffres de la Lichtensteinische Landesbank.

Les autorités allemandes examinent si elles veulent acheter un nouveau CD contenant des données bancaires volées. Selon la presse, ces données proviendraient de la Lichtensteinische Landesbank (LLB) et porteraient sur 500 millions d'euros fraudés au fisc. La banque parle de «spéculation». «Il est juste que nous avons reçu une offre», a déclaré un porte-parole du ministère allemand des finances. La banque concernée, le pays d'origine et les montants soustraits au fisc n'ont pas été précisés.

Le ministère des finances du Land du Schleswig-Holstein, à qui le CD aurait été proposé, n'a pour sa part pas voulu faire de commentaire. Selon la *Süddeutsche Zeitung* d'hier, les autorités de Kiel seraient prêtes à acheter ce CD, sur la base d'une analyse des premiers échantillons, mais aucune décision définitive n'a encore été prise. Le quotidien précise que le CD comprend les données de plusieurs centaines de fraudeurs du fisc présumés. Ceux-ci auraient caché environ 500 millions d'euros dans les coffres de la LLB. Interrogé par l'ATS, le chef de la communication de la banque, Cyrill Sele, a rejeté les «spéculations» de la *Süddeutsche Zeitung*. - (ats)

SUITE DE LA PAGE UNE

Le private banking...

Et de manière plus générale, comparativement à d'autres activités de services peu gourmandes en capital.

C'est ce qu'atteste en particulier pour Credit Suisse une rentabilité du capital économique moyen employé de 47,7% au deuxième trimestre, malgré un ratio charges/produits (cost/income ratio) d'un peu plus de 70%, alors qu'il se situait en dessous lors des trimestres précédents.

Celui de Julius Baer a atteint 63,8%. Ce dernier est resté stable durant la période de recul des marchés, ce qui prouve une maîtrise des coûts malgré des frais d'expansion, spécialement en Asie. Aussi bien Julius Baer que Credit Suisse investissent à contre-cycle, ce qui renforce leur avantage compétitif à plus long terme.

Certes, à l'image de McKinsey, on peut rétorquer que l'industrie du private banking est devenue moins rentable, en dépit d'une augmentation de la masse sous gestion, et qu'elle s'est révélée incapable de diminuer fortement les coûts. Le taux de marge net de l'industrie a fondu de 35 points de base en 2007, à 26 en 2008 et à 20 en 2009, selon McKinsey dans sa toute récente étude.

Tant Julius Baer que Credit Suisse se situent au-dessus de ces niveaux.

Leur marge nette avant impôts a en effet atteint respectivement 38 et 30 points de base annualisés au premier semestre. Julius Baer a cependant une marge brute plus petite que celle de Credit Suisse, avec respectivement 107 et 121 points de base, ce qui démontre que Julius Baer maîtrise mieux ses coûts que Credit Suisse dans la gestion de fortune. Toutefois, ce dernier a volontairement augmenté ses frais d'expansion ainsi que de marketing et de vente, ce qui est conforme à sa stratégie de croissance organique.

Plusieurs facteurs de succès seront déterminants dans le private banking. Dont ceux d'une forte marque, qui inspire confiance et sécurité, et par conséquent d'une forte capitalisation. La qualité du service, à valeur ajoutée sur mesure, au client et un pricing adéquat, l'aptitude à amener les coûts et la qualité du service à un niveau performant, ainsi que l'adaptation de la stratégie offshore aux nouvelles réalités sont trois autres points essentiels, d'après McKinsey. On peut y ajouter une professionnalisation supplémentaire de la gestion du risque et du compliance, ainsi que la faculté à saisir des bonnes opportunités de croissance, tant organique que par acquisitions, au détriment des concurrents mal positionnés. (PR)

Blanchiment: La Poste en accusation à Soleure

Il lui est reproché d'avoir versé en espèces et sans contrôle 4,6 millions à l'administrateur d'une société soleuroise de placements.

Le Ministère public soleurois a mis en accusation La Poste pour blanchiment d'argent. Il lui reproche d'avoir versé en espèces et sans contrôle 4,6 millions de francs à l'administrateur de la société soleuroise de placements BE Creativ-Service AG. Cet argent, placé depuis à l'étranger, a disparu, a indiqué jeudi le Ministère public soleurois qui enquête depuis 2006 contre les deux responsables de BE Creativ-Service AG. Ces personnes auraient détourné 34 millions de francs que des clients leur ont confiés en vue de placements. Le 10 février 2005, deux clients hollandais ont versé 5 millions de francs sur le compte postal de la société BE Creativ-Service AG. Le lendemain, l'administrateur de l'entreprise retirait 4,6 millions de francs à La Poste à Soleure. Suite à des plaintes déposées par des clients lésés, la procureure so-

leuroise Barbara Lips a d'abord enquêté contre les deux collaboratrices de La Poste qui ont procédé au paiement du montant. Mais l'enquête a montré qu'elles ont agi conformément aux directives internes et qu'elles ont obtenu l'accord du service responsable des questions liées au blanchiment d'argent. La procédure pénale dirigée contre ces deux collaboratrices a donc été classée. Par contre, le Ministère public soleurois est arrivé à la conclusion que le service

responsable de La Poste ne s'est pas demandé d'où venaient les 4,6 millions de francs et comment ils allaient être utilisés.

Barbara Lips accuse La Poste de ne pas être suffisamment bien organisée pour lutter contre le blanchiment d'argent. Selon la procureure soleuroise, le géant jaune ne dispose en effet pas de règlement interne décrivant la procédure à suivre lorsqu'un client souhaite retirer un montant inhabituellement élevé en espèces. - (ats)

Les entreprises équivoques ont aussi droit à un compte

La Poste doit également mettre à disposition un compte postal aux clients louches. Le droit de résiliation en tout temps ancré dans les conditions générales de la Poste est contraire à la loi, estime le Tribunal fédéral. Le jugement concerne un groupe d'entreprises qui fait négoce de saisies douteuses dans des annuaires téléphoniques. Ses pratiques ont à plusieurs reprises fait l'objet de critiques publiques et virulentes. Une procédure pénale pour infraction à la loi sur la concurrence déloyale et pour escroquerie a en revanche été classée. En août 2007, la Poste a communiqué au groupe la résiliation de ses relations d'affaires et des comptes sur lesquels ce dernier opérait ses transactions. L'ex-régie fédérale se réfère à l'article 17 de ses conditions générales (CG), qui prévoit un droit de résiliation en tout temps. En 2008, le Tribunal de commerce bernois a jugé que la Poste devait maintenir les comptes en question. Le Tribunal fédéral lui donne raison et déboute le géant jaune. - (ats)

CAPITAL SYSTÈME: agrément pour NYSE Alternext

La banque spécialisée en investissements sur les petites et moyennes entreprises, Capital Système, a été agréée en tant que Listing Sponsor sur le marché NYSE Alternext de Paris. Premier intermédiaire financier suisse à bénéficier de cet agrément, Capital Système Investissements propose maintenant à ses clients une gamme de services allant du financement privé jusqu'à la cotation en bourse. NYSE Alternext est un marché sur mesure pour les petites et moyennes entreprises internationales créé en 2005.

NEW VALUE: Fotodesk réalise une acquisition

Une société du portefeuille de New Value SA, FotoDesk Group AG, a acheté au 1^{er} juillet 2010 les divisions Photo et Business printing online de netservice. cc media AG dans le cadre d'un asset deal. L'acquisition de la clientèle et des activités opérationnelles de la société basée au Liechtenstein et en Autriche a été réalisée par le biais de la filiale de FotoDesk Colorplaza, a indiqué jeudi New Value dans un communiqué. FotoDesk renforce ainsi sa base de chiffre d'affaires dans le secteur Foto Printing.